

## LA CRISE MULTIPLE DE L'EUROPE

FERENC MISZLIVETZ\*

### *Résumé*

L'UE - l'entité politique européenne, le marché unique européen et l'ensemble des institutions supranationales ne sont pas durables dans leurs formes actuelles et des fonctionnements.

Les méthodes de l'intégration menée par l'élite sont devenues obsolètes, le projet européen a perdu son attractivité, les institutions sont de plus en plus méfiées et la promesse d'un modèle social européen et de l'intégration régionale durable sont de plus en plus loin des réalités quotidiennes.

La crise financière et économique de l'Europe se transforma en une crise sociale et politique en aggravation.

Les inégalités sociales croissantes, ainsi que de divergences entre le centre européen et de ses périphéries doivent être abordés et largement discutés: l'Europe a besoin d'un nouveau contrat social qui suppose une articulation claire des visions et des intérêts de ses principales parties prenantes.

Il faudrait pour cela la politisation de l'espace vide publique européenne ainsi que l'auto-articulation d'une grande variété de réseaux et des mouvements souterrains. Ces processus ne sont pas concevables sans conflit, compromis et coopération.

*Mots-clés*: crise mondiale et européenne, démocratie, méthode communautaire, la construction européenne, élargissement à l'Est, un nouveau contrat social, les réseaux souterrains.

\*

### *Plan de l'article*

- I. Pourquoi l'Europe ne mène pas au 21<sup>e</sup> siècle?
- II. The Deep Structure and Causes of European Crisis
- III. Consequences and Perspectives
- IV. No alternatives without self-reflection

\*

### I. Pourquoi l'Europe ne mène pas au 21<sup>e</sup> siècle?

L'Europe est dans une crise profonde aujourd'hui, ce qui est reconnu par un nombre croissant d'analystes, experts et observateurs. La crise de la zone euro a été mise sur la première page des principaux journaux pendant une longue période. Beaucoup de choses ont été dites et écrites au cours de l'année dernière au sujet de l'impact de la crise économique et financière mondiale sur l'Union Européenne. Mais ironiquement, la reconnaissance que la crise est en réalité beaucoup plus complexe et aussi une aggravation de la crise politique et sociale pour l'Union européenne en tant que telle, saisit l'attention des analystes que récemment.

Même s'il y avait suffisamment de raisons après l'élargissement de 2004 Big Bang de l'Est et les 2005 double «non» à la constitution, il n'y a pas eu de voix de penser au sujet des symptômes des crises naissantes, des questions subsistent ont été balayés sous le tapis. Contre les promesses, l'intégration européenne et le processus est resté axé sur l'élite et non-démocratique, et les Eurocrates, les experts et les politiciens nationaux sont restés

---

\* L'auteur: *Ferenc Mészlivetz* est un professeur Jean Monnet à l'Université de l'Ouest hongrois, et directeur de l'Institut d'études européens et mondiaux de l'Université Corvinus, Koszeg - Budapest. Il est conseiller scientifique de l'Institut de sciences politiques à l'Académie hongroise des sciences et président du conseil d'ISES Fondation, un centre de recherche indépendant de troisième cycle et un Centre d'excellence Jean Monnet. Professeur Mészlivetz est récemment un professeur István Deák invité à l'Université Columbia à New York.

indifférents à identifier ou à comprendre les causes structurelles profondes des échecs et des tendances négatives. L'absence d'un diagnostic correct n'a laissé aucune chance pour une thérapie efficace. La propagande officielle d'auto-félicitations de l'UE et de la propagande nationale sur les accessions réussies a éventuellement mené à la tromperie de soi: «L'unité dans la diversité» est resté un slogan principal tandis que la diversité accrue de plus a sapé la solidarité transnationale et silencieusement tournée les sociétés européennes fondamentales contre des nouvelles élargissements.

Avant et autour de l'élargissement à l'Est proclamé l'image de soi de l'UE a été élevé au rang de grandes hauteurs. Des livres ont été publiés sous le titre «Le rêve européen» (Jeremy Rifkin) et même pendant un certain temps beaucoup pensaient que la disparition progressive du rêve américain ouvrirait de nouveaux horizons, non seulement de nouvelles visions de l'Europe, mais aussi pour la réalisation de ces visions. Il semble que la construction européenne avait pris un nouvel élan et que l'Europe y gagnerait une plus grande signification politique au niveau mondial et devenir un modèle pour d'autres intégrations régionales et en tant que telle un conformateur d'un ordre mondial post Guerre-froide.

Marc Leonard a écrit en 2005: "... loin d'être le problème, l'UE est le remède: donner aux pays un contrôle sur les politiques qui sont devenues mondiale" (ML1. 90).

Il continue: «En donnant aux gouvernements nationaux une voix dans le monde, l'UE a sauvé la démocratie nationale de devenir un forum de discussion qui fait les commentaires sur les événements mondiaux, tandis que les vraies décisions sont prises ailleurs. ... L'UE est le seul moyen que les petits pays peuvent avoir un certain contrôle sur les marchés mondiaux. "(Ibid. 92) Le titre allègrement optimiste du livre« Pourquoi l'Europe va conduire au 21e siècle », parle pour lui-même.

La très grande majorité de l'optimisme auto-félicitant n'a pas duré trop longtemps. Les sondages d'opinion montrent clairement que le noyau de la vieille Europe avait perdu son enthousiasme pour l'élargissement de l'Est (si elle en avait) à juste titre vu et interprété comme une décision d'élite fait au-dessus des têtes des citoyens européens. L'adhésion des anciens pays du bloc soviétique a eu des conséquences imprévues et effrayantes et les citoyens européens ont compris que, dans le manque de prise de décision démocratique au niveau transnational, les décideurs resteraient inexplicables. Le double «non» en 2005 étaient l'expression de la dissidence au sujet de la méthode et procédure de construction européenne déjà réussie et célèbre.

Les politiciens européens, eurocrates, ainsi que leurs groupes d'experts et think tanks eu une bulle autour de leur tête - une image de soi déterminée par une image idéalisée et désiré de l'Europe. Au lieu de faire face à la dure réalité après 2004/2005, le report et l'évitement a été accompli à travers le temps se déclarant pour des années de réflexion »et des projets comme le plan D: Démocratie, Dialogue, Débat. La Commission a reconnu le déficit de démocratie, mais n'a pas pu trouver la méthode pour y remédier. Le Plan D ne produisent pas suffisamment de dialogue et de délibération sur n'importe quel niveau européen, transnational ou régional et a échoué à renforcer l'identification des citoyens avec l'Union européenne, se rapprochant ainsi du projet européen.

Comme les sondages d'opinion et des données Eurobaromètre suggèrent, confiance dans les institutions de l'UE a diminué davantage et le taux de participation aux élections européennes a atteint un record négatif en 2009. Margot Wallström, la commissaire à visage humain, créé sympathie lors de ses rencontres avec les dirigeants des ONG européennes, mais la campagne n'a pas galvaniser et ne pouvait même pas habilitier ce qu'on appelle la «société civile européenne" qui a largement restée une métaphore d'en haut - une invention de think tanks européens et du Livre blanc sur la gouvernance européenne. Cette fois, le génie est resté dans la bouteille - les sociétés sont restés passifs, apathiques et de plus en plus sceptique.

La «période de réflexion», a conclu avec une lettre ouverte de 27 recommandations à la fin de l'année 2007. Les demos européen reste une abstraction; la politique européenne est restée un non-démocratie avec la diminution de chances pour devenir une autorité politique aux aspirations mondiales. L'éruption de la crise mondiale trouve une Europe affaiblie par la diminution de la confiance de ses citoyens dans ses institutions non transparents, par sa politique sociale ambitieuse et plus de moins en moins convaincante en contradiction avec sa facto néo-libérale de la politique économique, et par sa philosophie politique. L'Europe a été laissé sans véritable leadership et la capacité de gestion globale des crises pour faire face à des divergences croissantes entre les différentes régions du Nord et du Sud, l'Est et l'Ouest.

Plutôt que de développer, la solidarité de facto a été en diminution rapide et le bilatéralisme en fonction des intérêts nationaux a pris l'élan. Pour la première fois au cours de l'histoire de l'intégration après la Seconde Guerre mondiale, la population allemande est devenue eurosceptique, et ceux qui ne croient pas que l'intégration européenne était une bonne chose, a commencé à être plus nombreux que ses sympathisants. En l'absence d'institutions fortes, des dirigeants de rendre des comptes et un parlement puissant, les Européens sont devenus de plus en plus tournée vers l'intérieur à nouveau. Soulignant les intérêts nationaux dans les politiques économiques et de l'énergie a été suivie par l'articulation de la prééminence du vernaculaire

nationale, la culture et de l'appartenance: la nécessité sociale d'un type exclusif de la démocratie a été renforcée, suivie par la croissance de populisme de droite et de l'extrémisme. L'Allemagne et la Grande-Bretagne a annoncé la fin du multiculturalisme comme une nouvelle doctrine politique. Cela a ouvert une nouvelle période dans l'histoire de l'intégration européenne.

En 2011, après l'intervention de l'OTAN en Libye conduite par la force de l'air française, le président français Nicolas Sarkozy soutenu par d'autres pays d'Europe occidentale, a soulevé la question de la suspension du traité de Schengen et la réintroduction du contrôle des frontières nationales pour pouvoir légalement refouler des réfugiés de les pays du MENA. Dans une demi-décennie de temps le rêve célèbre européenne a tourné au cauchemar européen.

## II. La structure profonde et les causes de la crise européenne

Jusqu'à 1989/2004, ceux qui ont vu, interprété et prêché la construction européenne après la Seconde Guerre mondiale comme une réussite n'étaient pas loin de biens immobiliers. La fondation d'institutions qui fonctionnent trans-ou supra-nationale en découvrant et en appliquant une nouvelle méthodologie de l'intégration n'est pas seulement unique et sans précédent, car il avait se passer chez ses anciens rivaux et ennemis ardents, mais grâce à son succès, il est devenu un nouveau modèle pour les intégrations régionales et la coopération au développement à travers le monde. Ce qui était moins ou pas du tout compris, c'est que les conditions pour les réalisations évidentes de l'intégration européenne ont été garantis par la logique bipolaire et l'impasse militaire de la guerre froide. L'intégration de l'Europe occidentale avec lui-même était une intégration imbriquée et bien protégé - Aide Maréchal, le mur de Berlin, l'OTAN et l'Union soviétique (Pacte de Varsovie) Armée garantie de la paix, étape par étape et le processus non perturbé de la construction de nouvelles institutions, en introduisant des garanties légales et la création de la le plus grand marché unique du monde. Les démocraties libérales nourries sur cette base sont devenus des modèles attractifs pour de nombreux pays en particulier dans les Europe centrale et orientale: il semblait, surtout de l'extérieur - que le bien-être et la démocratie sont indissociables.

1989 - aussi inattendue et indésirable car elle était pour les bénéficiaires de ce statu quo, a créé de complètement nouvelles conditions: le mur de Berlin s'est effondré, l'Union soviétique a été dissoute, la logique de la bipolarité a disparu. La frontière orientale de l'ensemble des Communautés européennes a été ouvert à la fois dans le sens physique et politique. Helmut Kohl, un politicien apt, a sauté sur le train en marche. La réunification allemande, interprétée comme la première étape vers l'élargissement de l'Est, a commencé immédiatement après les débris du mur de Berlin. Ce qui appartenait ensemble a commencé à grandir ensemble, mais personne ne semblait s'en soucier trop de ce que ne vont pas ensemble et ne pouvait donc pas intégrer.

Il n'était ni politiquement, ni moralement possible de nier le droit de la post-Solidarnosc en Pologne, après la Charte 77 en Tchécoslovaquie et la Hongrie post-kadariste pour «appartenir à l'Europe» ou d'une manière plus profane, pour accéder au processus d'intégration. Après l'effondrement de l'Union soviétique en était de même dans le cas des Républiques baltes. Il était possible de reporter la date de l'élargissement, mais il n'était pas possible pour l'éviter. Peut-être en raison de l'absence de suffisamment de temps, mais plus probablement grâce à l'absence de suffisamment d'intérêt, la volonté politique et de la sagesse, les défis potentiels causés par une augmentation immense dans la diversité, n'ont pas été discutés ou compris, et ont été plutôt balayé sous le tapis par les deux eurocrates et leurs experts, des gourous et des conseillers dans le labyrinthe de Bruxelles et par le vieux-nouvelles élites politiques des pays en transition et à l'adhésion de l'Est et Europe centrale.

L'inapplicabilité de la méthode ancienne communauté sous tout à fait nouveau a été négligé par les maîtres de l'élargissement de l'Est. En acceptant formellement l'acquis communautaire ainsi que les conditions économiques dictées par l'UE, les pays candidats à l'adhésion a largement contribué à l'élargissement du marché unique européen, sans pour autant contribuer à la création d'un demos européen et une coupe claire politique européenne.

Le nombre de marchés européens des citoyens a augmenté considérablement, tandis que leur identification avec le projet européen a stagné avec des illusions s'amenuisent rapidement sur le progrès matériel. La démocratie et le bien-être a été découplée provoquant la désillusion, l'apathie et première colère la plupart du temps dans la «nouvelle Europe», et avec l'escalade de la crise mondiale, partout.

Les calculs économiques derrière l'ornement politique s'est révélée erronée: les pays pauvres et exposées en tant que périphéries appropriées pourraient contribuer à la stabilité économique des centres dans le court terme. Mais la diversité de plus en plus complexe a des effets déstabilisateurs sur les processus d'intégration sociale et politique dans le moyen terme. Les effets boomerang de la unilatéral et ne pas bien pensé de

l'élargissement ont été ressenties immédiatement après le Big Bang et ont été exacerbées avec de nombreux autres symptômes de la crise mondiale.

### III. Conséquences et perspectives

L'épuisement de la méthode communautaire combinée avec le manque de compréhension de l'importance de profonds déterminants culturels du changement social et économique ("ligatures" dans la terminologie de Ralf Dahrendorf) est devenue un obstacle majeur à l'approfondissement de l'intégration sociale et politique. Démocraties nationales, vidées par les institutions gardiennes internationales, y compris les institutions irresponsables de l'UE, est devenu «non-choix démocraties» avec les citoyens de plus en plus frustrés qui se sont sentis impuissants et paralysés au niveau national et, en même temps, jamais habilités tant que citoyens européens sur les au niveau transnational. En conséquence, l'Europe doit faire face à un déficit de démocratie double, d'une source primaire de sa crise politique croissante et en approfondissement.

Au lieu d'offrir un modèle alternatif de l'intégration régionale pour le système non réglementé de l'économie mondiale et de son idéologie discréditée de fondamentalisme du marché, l'Europe est restée exposée et piégé par les joueurs sur les marchés financiers et politiques néo-libérales économiques. En conséquence, de facto s'est retourné contre sa propre aspiration à mettre en œuvre le modèle social européen et d'égaliser jusqu'à disparités régionales. La fracture Est-Ouest ainsi que la fracture Nord-Sud est plus fort ou du moins plus évident aujourd'hui qu'avant 2004/2005. Le processus de néo-peripheralization menée par l'ordo-libéralisme allemande a provoqué la résistance nationale et a conduit à une nouvelle baisse et forte de la confiance du public dans les deux institutions nationales et européennes.

Le paysage politique de l'Europe est tout aussi fascinant et troublant. Une idéologie obscurantiste de multiplication et trompeuse appelé la «troisième voie», la gauche est devenu fasciné par le néo-libéralisme et avait de moins en moins à offrir à ses électeurs. Face aux conséquences sociales dévastatrices de la crise, il ne dispose pas d'un ordre du jour. Les différences entre le centre gauche et centre droit sont en permanence en attendant la diminution de lookingness vers l'intérieur, des tendances de xénophobie, de racisme et exclusiviste sont le renforcement de moyens à la fois visibles et invisibles. En conséquence, populisme de droite ainsi que l'extrémisme a été à la hausse au cours de la décennie et demie à peu près partout en Europe, y compris les démocraties modèles tels que la France, la Hollande, le Danemark, la Suède et la Finlande. La solidarité de facto se rétrécit au lieu de développer, comme si l'esprit de Marie Le Pen serait de remplacer l'esprit de Jean Monnet.

Au lieu de l'approfondissement de l'intégration, le fameux moteur franco-allemand aujourd'hui représenté par le tandem Merkozy-Sarkel a amené l'UE à la frange de la désintégration. D'où conduit la route d'ici? L'Europe va-t-elle exploser, comme certains de ses rivaux et adversaires espèrent et suggèrent, ou sont-il des options et des alternatives pour se réinventer?

Dans un article publié récemment sur les scénarios possibles de l'Europe de l'auto-invention, Marc Leonard hérauts le «quasi-effondrement du système politique de l'UE" (MLNov.2011). Ne parlant pas de sa prédiction de plus tôt au sujet de l'Europe ayant le rôle mondial de premier plan dans le 21<sup>e</sup> siècle », Leonard met en avant quatre scénarios alternatifs: ce qu'il appelle« l'intégration asymétrique "; la création d'un " petit, plus intégrée zone euro ", une union« politique par traité changer "et enfin un« accord entre l'avant-garde "(un traité de Schengen-type).

Ces scénarios sont basés sur l'hypothèse tacite que l'intégration d'élite entraînée peut être poursuivi par les mêmes méthodes et dans le même esprit. En ma connaissance, ce n'est pas le cas, puisque le manque de la légitimité démocratique et donc le manque de confiance dans la prise de décision transnationale, procédures et institutions sont parmi les causes profondes de l'échec actuel de la construction européenne. Au lieu d'être basée sur les intérêts économiques, financiers et de la puissance d'une élite qui a prouvé être incapable de leadership transnationale, une véritable alternative doit être fondée sur un nouveau concept et la vision de la démocratie qui combinent les aspirations profondes de l'homme pour le bien-être et la dignité; en d'autres termes, une combinaison des aspects économiques, sociaux et juridiques / institutionnels de la démocratie. La nouvelle méthode pour les besoins de construction supplémentaires pour être basé sur le constructivisme social et culturel, un feed-back permanent et l'examen des différents et à les mêmes valeurs changeantes des sociétés parties prenantes. Les Européens peuvent échapper à la cage de fer de leurs états- nations que si elles sont capables de trouver leur appartenance à un plus grand, l'espace social transnational. Les projets froids du marché et de la société ouverte (pour reprendre les mots de Dahrendorf de nouveau) combiné avec et garantis par les institutions européennes sont incapables d'offrir ce sentiment d'appartenance et donc ne contribuent pas à une identité européenne plus forte.

Le processus d'undémos émergent d'Europe et de la politique claire peut-être pas rapide, ni facile et certainement pas possible sans conflit. En fait, la démocratisation des projets européens suppose la politisation de l'espace publique européenne plutôt vide. Transnationale - des mouvements politiques européens, des réseaux, des coalitions d'organisations civiles, etc, doivent se déplacer dans ce vide de concourir pour le soutien de plus en plus transnationale post-nationale publique et, ce faisant, de définir et de redéfinir le bien public européen.

La turbulence politique et sociale de l'Europe, amplifiée par la crise financière et économique mondiale ainsi que par la crise de la démocratie, a ouvert la voie à un discours public nouveau et de délibération. Le néo-libéralisme fortement institutionnalisé, le populisme national en pleine expansion et l'escalade des partis d'extrême droite doivent être remis en question et contrebalancée par les mouvements émergentes ou revigoré, démocratiques et capables de représenter les intérêts et les aspirations des sociétés locales, nationales et régionales.

#### IV. Aucune alternative sans l'auto-réflexion

En 2000, j'ai eu l'honneur de participer au Groupe de Réflexion sur le plomb élargissement à l'Est par Jacques Delors. Après une brève introduction au cours de notre conversation personnelle au cours du dîner, Delors a montré un grand intérêt sur les pays de l'Est et d'Europe centrale, candidats à l'adhésion, et le lendemain matin, il m'a demandé mon point de vue de l'Europe centrale et de mes préoccupations majeures au sujet de l'élargissement de l'Est lors de la session de travail du groupe. J'ai résumé brièvement les dangers des différences historiquement basés sur la culture et de l'écart de développement entre l'Europe occidentale et Europe centrale et orientale et a suggéré une approche prudente, bien négocié, étape par étape l'élargissement qui permettrait de mieux garantir la bonne intégration sociale, économique et politique. Sinon, je l'ai dit, l'UE pourrait perdre la face et élargissement à l'Est pourrait conduire à l'échec. "La pensée magique" - a été le bref commentaire de l'ancien (et probablement dernière) tête légendaire de la Commission. Le débat était clos.

Il m'a fallu un certain temps après cet épisode pour comprendre que les grandes questions de l'élargissement, c'est à dire, sa taille et le calendrier, avait déjà été décidé: Big Bang (10 pays) en une seule étape au lieu de l'original de trois à quatre et une étape-par la formule étape. Les détails sur le processus et les principaux intervenants de la prise de décision, cependant, est resté inconnu. Nos discussions au sein du groupe de réflexion, dont les réunions ont duré un an et demi, ont été résumées dans une publication avec un titre intéressant: «Les dimensions politiques de l'élargissement de l'Est», mais l'impact du Groupe sur le cours des événements était la plus probable à moins de minimale.

Après une longue période de silence, en Avril 2012, Delors, le père de l'euro et l'UEM, a publié un article auto-réflexive dans la Tribune: "Pour une renaissance de l'Europe". Dans l'article il reconnaît le «déclin de l'Europe" vis-à-vis du monde dans son ensemble et que l'euro et l'UEM sont dans une "situation difficile d'étrangement". Delors tente de tirer les leçons du passé et de comprendre ce qui s'est passé et qui étaient responsables de l'état actuel des choses. Il note que le marché unique incontrôlée avec une monnaie unique a donné lieu à l'augmentation et à la diversification fin ingérable dont essentiellement un pays, le plus puissant économiquement et la plus efficace, l'Allemagne a bénéficié.

L'UE est censée célébrer le 20e anniversaire du marché unique de cette année qui, dans la conception de Jacques Delors, a été la base sur trois notions: la concurrence (qui stimule), co-opération (ce qui renforce), et la solidarité (qui unit). Les racines de la crise européenne actuelle dans le dysfonctionnement de ce mode théorique: sur les trois hypothèses que la concurrence a été réalisé. L'UEM en vue de Jacques Delors a bien fonctionné jusqu'en 2007, mais n'a pas pu résister à la crise mondiale car elle ne dispose pas d'un pilier économique. Depuis la coordination des politiques économiques ne fonctionne pas, rien n'a contrebalancé la puissance de la Banque centrale européenne qui, selon les intérêts allemands, ne poursuivi qu la stabilité des prix. Outre la création de la BCE ainsi que les chefs des banques nationales responsables de l'absence de coordination et de la négligence de la dette publique s'élevant ainsi que le manque de stabilité financière, Delors points à sa propre responsabilité ainsi. Il pense qu'il est naïf de croire en la «coopération» en l'absence de garanties gouvernementales supranationales fédéralistes. En effet, ni la coopération, ni la solidarité est sorti de ce modèle élite-axée dominé et contrôlé par des entreprises multinationales et mondiales acteurs financiers en plus de la Banque centrale européenne.

Delors croit qu'il a appris la leçon: «l'union économique et social aurait dû être renforcée à l'initiative de l'UEM", et d'ailleurs la monnaie commune n'est pas possible sans un minimum de la fédération - comme il a été averti par les économistes américains avant l'introduction de l'euro. Mais pour suggérer la mise en œuvre du scénario fédéraliste aurait échoué à l'époque où Jacques Delors était président de la Commission - au

moins, il était convaincu qu'il aurait été rejeté par les Etats-nations - une hypothèse qui ne peut être prouvée ou falsifiée a posteriori. Il semble que une crise profonde et multiforme devait arriver à jeter la lumière sur les faiblesses et l'épuisement des vieilles méthodes de la poursuite de l'élite entraînée, non-démocratique d'intégration. Le temps est venu. Il semble que tout d'un coup tout le monde semble d'être surpris, bien que presque tout le monde savait que c'était inévitable. Cette nouvelle ère est le temps de la politique au niveau européen transnational: la politisation de l'espace vide ou plutôt vide publique européenne. Depuis début 2012, il ya beaucoup de suggestions et de réclamations pour la revigorer la gauche plutôt paralysé qui est pris en sandwich entre une idéologie néo-libérale et le paradigme du travail ancienne. De nombreux auteurs (Francis Fukuyama, George Schœpflin, John Palmer, etc), indépendamment de leur appartenance politique, suggèrent que la gauche ne dispose pas d'un ordre du jour et ne peut donc offrir des réponses pertinentes aux défis formidables causés par la crise du collecteur. Ils concluent également - et on ne peut qu'être d'accord avec cela - que c'est le moment de la reformulation d'un nouvel ordre du jour, à tous les niveaux possibles de l'activité politique, mais la plupart en bonne place au niveau européen. Dans cette crise la situation Delors lui-même se tourne vers la politique suggérant que l'Europe est au début "d'une offensive de la démocratie sociale au sens large ...".

Comme un résultat de moins évidentes, les processus à minimum de courant plus sociaux et culturels de l'europanisation, tous les jours la coopération entre les militants de la société civile, des mouvements étudiants, les milieux professionnels, artistes, journalistes et intellectuels publics sont devenu une routine. La question reste ouverte de la crise sociale et politique européenne est de savoir si l'émergence d'une société européenne fournira une base suffisante et un cadre pour un nouveau débat public et la politisation de l'espace vide du public européen ou le Européens choisissent pour se plonger dans leur législation nationale et sous- les intérêts nationaux.

Contre toutes les chances de la construction européenne ne peut être poursuivi si l'Europe trouve une nouvelle méthode et sera en mesure de sortir de la double piège du néo-libérales des politiques économiques de droite et le populisme. Débattant, de délibération et de l'identification du public européen de nouvelle bonne pourrait conclure à une nouvelle politique de solidarité de fait. Mais cela doit être clairement visible: le contrat social sur lequel la prise de décision démocratique se construit est brisé ou sérieusement endommagés dans la plupart des États membres de l'UE. Dans le même temps, il n'existe pas au niveau européen. Pour récupérer l'Europe de la crise sociale actuelle, politique et économique, de nouveaux contrats sociaux sont nécessaires à tous les niveaux de gouvernance. Pour ce faire, un large consensus est nécessaire au sein et entre les sociétés européennes sur le projet européen. Au milieu de l'apathie, le scepticisme, la frustration et la recherche vers l'intérieur actuelle des tendances, les chances d'un tel accord général sociale et politique sont minces. Mais exactement pour les mêmes raisons, la politisation de l'espace public européen est inévitable. Dans le tourbillon de la spirale à la baisse, des alternatives voient le jour. L'Europe est arrivé à son moment politique. Il ne peut plus être masquée que, parallèlement à des démocraties nationales, la gauche a vidé ainsi. Son courant principal étant piégé dans le néo-libéralisme qui manque un programme crédible. Si il revient à l'ancien état-socialiste, paradigme distributif sa renaissance ne va pas durer très longtemps. Si elle s'ouvre vers d'autres groupes progressistes et de nouvelles initiatives, y compris ceux des mouvements sociaux ou des réseaux souterrains qui ont délibérément choisi de rester en dehors du «système» - il sera d'améliorer les chances de renouvellement et de se débarrasser des anciennes structures de pouvoir hiérarchiques et verticaux, ainsi que dogmes obsolètes et les attitudes envers la société et le changement social. Dans un sens, la crise mondiale et surtout la crise de l'Europe est criant de nouvelles visions et offre ainsi une grande chance pour les forces progressistes de sortir de leurs tranchées et les blocages.

Cette alternative n'est pas un donné, il ne se produira pas comme un effet secondaire naturel de la crise. Il faut une volonté politique, le courage et l'imagination qui la réflexion sur soi suppose. La formation de coalitions nouvelles auraient un impact significatif sur le discours public et la culture politique. Il pourrait se révéler la volonté des différents anciens et nouveaux, post-moderne, post joueurs etc nationales à prendre des responsabilités dans un sens social et sur une échelle sociale à la fois aux niveaux national et supranational. Nouveaux alternatives européennes et le renforcement des nouvelles coalitions ne pourraient pas survenir au sein de l'imaginaire "de gauche". Dans l'esprit des pères fondateurs comme Spinelli et Spaak, une vaste coalition de la démocratie post-nationalistes forces politiques est inévitable, car il est évident à partir des appels récents et des mémorandums du Mouvement Européen et d'autres organisations pro-européennes. Les questions en suspens de ce nouveau moment politique européenne est de savoir si, quand et comment ces différents fragments, des partis isolés, marginalisés, l'auto-ancrées, les réseaux souterrains peuvent émerger et de créer une plateforme politique dans le sens d'une Assemblée européenne populaire.

Il n'y a pas de réponses claires à ces questions. Il n'existe aucune garantie que cela se produira, et si il arrive qu'il sera couronné de succès. Saisissant un moment politique, c'est aussi prendre des risques, la création de longue durée et efficace de nouvelles coalitions exige auto-limitation et de se débarrasser du narcissisme et d'auto-justification de fragments politiques et les mouvements sociaux. Démocratie elle-même a besoin de renouvellement ou plutôt la renaissance. À l'issue de la crise actuelle mondiale et européenne, les processus de transformations sociales fondamentales, politique et économique va s'accélérer. À la fin de cette transformation robuste que nous pourrions avoir plus, mais la démocratie peut-être aussi moins. Un nouveau européen serait certainement pousser le pendule de la démocratisation mondiale.

### *Résumé provisoire*

Construire des institutions efficaces et durables marqués par un niveau élevé de confiance du public a besoin de méthodes particulières qui répondent à la logique de la techno-économique d'une période historique donnée du paradigme, juridico-politiques des règlements et doit être ajustable à la fois pour les conditions du système international et que des attentes des participants intéressés. En regardant l'histoire, non plus, alors, à court de l'intégration européenne, on peut observer que sa première période s'est terminée avec 1989, l'effondrement de la logique bipolaire du système du monde politique et militaire et un processus de transformation a commencé, qui a conclu en 2004/2005 avec le Big Bang élargissement à l'Est et symboliquement assez, immédiatement après que l'effondrement du processus de constitutionnalisation européenne par les doubles votes "non" aux Pays-Bas et la France. Au cours de la troisième - plutôt courte - période, le processus d'intégration où plutôt de la construction a atteint un point critique où ses contradictions auparavant et en partie cachées et les faiblesses, tout d'abord l'épuisement de la méthode communautaire sont devenues claires.

La crise de l'UE a élaboré à partir d'une crise de la dette fiscale à la crise de la zone euro et de peu de temps après dans une crise sociale et politique complexe dont la fin et les conséquences ne sont pas encore prévisible. La crise financière et économique mondiale a frappé l'UE dans un moment de l'augmentation rapide des disparités de diversification, la désorientation et régionales lors de son marché unique de polarisation n'a pas été contrebalancée et couplé avec communes ou coordonnées les politiques économiques. Ni at-il été étendu par la solidarité de facto de son centre vers sa périphérie. Faute de gouvernance supranationale légitime et responsable, un bon leadership et des capacités de gestion des crises, l'UE a entrepris une phase d'auto-destructrice.

Toute nouvelle tentative et l'aspiration coordonnée pour poursuivre la construction européenne dépendra de la capacité des démocraties européennes, acteurs sociaux économiques et politiques pour atteindre un nouveau consensus sur le bien public européen, la redéfinition du champ d'application, la vitesse et la méthode de l'intégration. La construction européenne est arrivée à un tournant. L'Europe est un système complexe qui exige l'identification des moyens et des méthodes nouvelles, la pensée complexe, la compréhension et l'analyse. En simplifiant beaucoup, "solutions" partiales et superficielles, telles que des mesures d'austérité supplémentaires, des modifications des traités ou d'introduire de nouvelles politiques fiscales, ne seront pas en mesure de servir de véritables thérapies, mais pourrait plutôt exacerber et d'accélérer la spirale déjà dangereusement rapide vers le bas.

Il n'est rien de «naturel» sur la construction européenne; ni les marchés, ni les Etats-nations individuelles seront en mesure de fournir des solutions automatiques. Bien au contraire, que l'on appelle des 'solutions' tenir compte des particularités intérêts contre la négligence et de fuite bien public européen. Ils sont plutôt les causes des problèmes que les recours viables. Le nouveau paradigme - ou «modèle de développement", selon les mots de Delors, nécessite la compréhension de l'interdépendance accrue et l'acceptation des incertitudes croissantes de notre époque. Les solutions de rechange peuvent être élaborées et légitimée par les principaux acteurs et parties prenantes du projet européen seulement dans les débats et délibérations sociales ouvertes.

*Traduite par Judit Varga*

### *Bibliographie*

- Bauman, Zygmunt, *Europe, an Unfinished Adventure*, Polity, 2004  
Barber, Benjamin, *Fear's Empire; War, Terrorism and Democracy*. W.W Norton, New York, 2003  
Collignon, Stefan, *Democracy and Europe's crisis of legitimacy*, www.stefancollignon.de, 2006  
Delors, Jaques, *For a Revival of Europe*. Tribune, *Notre Europe*, 11 Avril, 2012

- Foroohar, Rana, The End of Europe, *Time*, Vol. 178, No7, Août 2011  
 Grant, Charles, A time of austerity and German leadership, Center for European Reform, 2012  
 Habermas, Jürgen, Europe's post-democratic era, *The Guardian*, 10 Novembre 2011  
 Hughes, Kirsty, EU democracy in crisis, *OpenDemocracy*, 16 Janvier 2011  
 Jones, Eric, No four leaves cover for Europe, *ALDE Europe*, Décembre 2011  
 Krastev, Ivan, Europe's democracy paradox, *Democracy Digest*, 28 Février 2012  
 Laqueuer, Walter, *After the Fall*. Macmillan, 2012  
 Leonard, Mark, Four Scenarios for the reinvention of Europe, *European Council on Foreign Affairs*,  
 Novembre 2011  
 Leonard, Marc, Why Europe will run the 21<sup>st</sup> century? Fourth Estate, London and New York, 2005  
 Menon, Anand, Europe's coming political crisis, E'Sharp, *ALDE Europe*, Décembre 2011  
 Overholt, William, The Price for German Leadership, *International Economy*, Hiver 2012  
 Palmer, John, EU voters may finally be given some real choices, *OpenDemocracy*, 22 Mars 2012  
 Rifkin, Jeremy, *The European Dream*, Jenny P. Tarcher/Penguin New York, 2004  
 Schmidt, Vivien A., *Democracy in Europe*, Oxford University Press, 2006  
 Schmitter, Philippe C., *How to democratize the EU and why bother?* Rowmen and Littlefield, London,  
 New York, 2000

\*

www.southeast-europe.org  
 dke@southeast-europe.org

© DKE 2012

Attention! Les auteurs conservent pleins droits de réimpression et de publication pour ces articles. Si vous citez cet article nous vous prions d'informer le rédacteur en chef à l'adresse suivante : [dke@southeast-europe.org](mailto:dke@southeast-europe.org)  
*Pour citer cet article* : Ferenc Miszlivetz: The Multiple Crisis of Europe. (Traduite par Judit Varga) *Délkelet-Európa – South-East Europe International Relations Quarterly*, Vol. 3. No. 1. (printemps 2012 ) 8 p.  
 Merci de votre compréhension. *Le rédacteur en chef.*